



VIVE LE PCF (MLM) !

# La Chine populaire contre l'hégémonie des superpuissances

## La ligne internationale de la Chine populaire

La ligne internationale de la Chine populaire a connu trois mouvements principaux. Le premier consista en l'alignement avec l'URSS, premier pays socialiste. Formulée sous le mot d'ordre de yibiandao (pencher d'un côté), elle commence dès 1945 et se prolonge jusqu'à la fin des années 1950.

On retrouve une bonne synthèse de cette approche dans ces propos de Mao Zedong dans son écrit de 1949 intitulé De la dictature démocratique populaire :

« “Vous penchez d'un côté”. C'est exactement cela. Pencher d'un côté, voilà ce que nous enseignent les quarante années d'expérience de Sun Yat-sen et les vingt-huit années d'expérience du Parti communiste chinois ; et nous sommes profondément convaincus que, pour remporter la victoire et la consolider, nous devons pencher d'un côté.

L'expérience accumulée au cours de ces quarante années et de ces vingt-huit années montre que les Chinois se rangent ou du côté de l'impérialisme ou du côté du socialisme ; là, il n'y a pas d'exception.

Impossible de rester à cheval sur les deux, la troisième voie n'existe pas. Nous sommes contre la clique réactionnaire de Tchiang Kai-chek qui se range du côté de l'impérialisme et nous sommes aussi contre les illusions au sujet d'une troisième voie. »

Ensuite vient la rupture avec le révisionnisme soviétique. Au-delà de la polémique idéologique sino-soviétique initiale, la Chine populaire définit l'URSS comme social-impérialiste : social en paroles, impérialiste dans les faits. Cela va profondément modifier la mise en perspective.

Il y a initialement une séquence commencée au début des années 1960, connaissant un pic avec la Grande Révolution Culturelle Proletarienne et cessant en 1969-1970. Le mot d'ordre employé était liangge quantou daren (combattre avec deux poings) et visait à empêcher le monde de passer sous la coupe de la collusion entre l'impérialisme américain et le révisionnisme soviétique.

L'invasion de la Tchécoslovaquie par les forces du Pacte de Varsovie fut toutefois un tournant et la Chine populaire dénonça alors le social-impérialisme soviétique. Conformément au principe selon lequel il y a un aspect principal, il fut considéré qu'il y avait un fauteur de guerre majeur parmi les superpuissances qu'étaient l'impérialisme américain et le révisionnisme soviétique. Ce dernier étant le challenger, il fut défini comme l'ennemi principal des peuples du monde.

Le mot d'ordre fut alors celui de yitiaoxian (un front uni) et c'est dans ce cadre que fut formulée la conception de Mao Zedong selon lequel « trois mondes se dessinent ».

Ces trois périodes sont connues de manière très diverse. Le soutien majeur de la Chine populaire à la Corée et au Vietnam juste après la seconde guerre mondiale est pratiquement inconnu à part pour quelques traits majeurs comme l'envoi de volontaires chinois en Corée. En réalité, l'économie chinoise fut mobilisée de manière massive dans cette perspective.

La seconde période est par contre extrêmement connue. C'est l'image d'une Chine populaire revendiquant d'être du « tiers-monde » et affirmant son soutien aux luttes révolutionnaires d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie. Cette conception est d'autant plus connue dans la forme que son contenu est gommé, au profit d'un anti-impérialisme, d'un anti-colonialisme aux contours indéfinis.

La troisième période est pratiquement inconnue à part de ceux connaissant les polémiques à l'intérieur du Mouvement Communiste International ou bien vivant dans un pays marqué par un mouvement puissant se revendiquant de Mao Zedong. La définition de l'URSS comme social-impérialisme fut en effet un principe cardinal de la Chine populaire de Mao Zedong et des forces communistes s'en revendiquant dans les années 1970. C'est ainsi le cas pour le Parti Communiste d'Inde (Marxiste-Léniniste), le Parti Communiste de Turquie / Marxiste-Léniniste, les Brigades Rouges en Italie, etc.

En France, cette question n'a jamais été réellement abordée en tant que telle dans les années 1970, les forces s'alignant là-dessus passant soit dans le camp pro-américain, soit dans le camp pro-soviétique.

Le seul épisode marquant fut le soutien à l'armée française, temporaire, du PCMLF. Ce dernier forma en 1973 un Mouvement national de soutien aux peuples d'Indochine, en 1974 un Centre d'information sur les luttes anti-impérialiste, le premier devenant en 1975 le Mouvement pour l'Indépendance et la Liberté et le second fusionnant avec le premier en 1976. Le MIL rompt en 1977 avec le PCMLF sur une base anticommuniste. Entre-temps, le PCMLF avait réalisé un meeting parisien avec des gaullistes, des royalistes et le fasciste Patrice Gélinet (qui en fut l'organisateur), sur le thème « France – tiers-monde : solidarité ». Le PCMLF organisa le service d'ordre à l'extérieur et un autre meeting devait être organisé avec des membres de la majorité présidentielle.

Cela illustre parfaitement une méconnaissance fondamentale de l'économie politique communiste alors en France, personne ne comprenant rien à la ligne internationale chinoise, s'imaginant soit qu'il fallait devenir pro-américain, soit abandonner le maoïsme pour devenir pro-soviétique.

## **La Chine populaire et la ligne internationale de pencher d'un côté (yibiandao)**

Un aspect essentiel pour comprendre la ligne internationale de la Chine est de voir que, jusqu'en 1971, elle n'existe officiellement pas sur le plan international. Le régime de Tchang Kai-chek, avec sa « république de Chine », disposait de la reconnaissance internationale initiale et fut même l'un des pays fondateurs des Nations-Unies.

Comme Tchang Kai-chek et son gouvernement se réfugient sur l'île de Taiwan avec l'appui

américain, la « république de Chine » continue formellement d'exister alors. La Chine populaire va à partir de là mener une bataille ininterrompue pour sa reconnaissance.

Bien entendu, dès le départ, il y a la reconnaissance de la part du camp socialiste. La Chine populaire a des rapports diplomatiques dès 1949 avec l'URSS, la Bulgarie, la Corée (du Nord), la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Pologne, la Mongolie, la RDA, l'Albanie, la Roumanie. Le Vietnam (du Nord) s'y ajoute l'année suivante.

À cela s'ajoute une vague de pays se définissant au moins relativement comme neutres ou non-alignés en 1950 : l'Inde, l'Indonésie, la Birmanie, la Suède, le Danemark, la Suisse, le Liechtenstein, la Finlande.

Cette absence de reconnaissance – qui va de pair avec la reconnaissance du régime de Taïwan – est un véritable obstacle à l'affirmation chinoise sur le plan international. La Chine populaire se voyait de facto exclue de l'Organisation Mondiale de la Santé, du Fond Monétaire International, du Comité international de la Croix-Rouge, de l'Union internationale des télécommunications, de l'Union postale universelle, etc.

Les choses ne vont bouger que de manière très marginale pendant toute une décennie.

Le Pakistan voisin reconnaît la Chine en 1951, la Norvège neutre en 1954. On a le même schéma de pays neutres ou voisins en 1955 avec l'Afghanistan, le Népal et la Yougoslavie.

Les choses commencent légèrement à bouger pour le reste de la décennie, avec le début des effets d'une poussée vers les pays afro-asiatiques. On a une reconnaissance de la Chine populaire en 1956 par l'Égypte, la Syrie et le Yémen, en 1957 par Ceylan, en 1958 par le Cambodge, l'Irak, le Maroc et le gouvernement provisoire de la république d'Algérie, en 1959 par le Soudan et la Guinée, en 1960 par Cuba, le Ghana, le Mali et la Somalie.

Ce processus de reconnaissance de la Chine fut largement soutenu par l'URSS dirigée par Staline, qui boycotta même le Conseil de Sécurité des Nations-Unies en protestation de la reconnaissance du régime de Taïwan.

Cela servit de prétexte à l'impérialisme américain pour faire passer en 1950 une intervention militaire de l'ONU en Corée alors que le pays basculant dans le camp socialiste. Les forces révolutionnaires, en passe initialement de l'emporter intervinrent alors contre cette nouvelle présence militaire de 340 000 hommes, mais furent défaites.

La contre-offensive, dirigée par le général américain MacArthur, visait pas moins qu'à provoquer un bouleversement dans la région, à déstabiliser la Chine populaire elle-même, aussi celle-ci réagit par la mobilisation de « Volontaires du peuple ». Ceux-ci furent un peu moins de deux millions et en deux mois ils aidèrent les Coréens à défaire la contre-offensive et à très largement repousser les forces de l'ONU dirigées par les Américains, Séoul étant même reprise.

Les Américains intervinrent alors de manière massive et on en revint au statu quo. Cependant, la Chine avait fait preuve d'une capacité d'action énorme, à un prix économique immense, mais également humain, puisque plusieurs centaines de milliers de ses volontaires avaient été tués dans ce qui fut appelé la *Guerre anti-américaine de soutien à la Corée* (Kang Mei yuan Chao zhanzheng).

La Chine populaire avait jeté toute son énergie dans la bataille, suivant le principe de « pencher d'un côté ».

## **Les rapports sino-soviétiques unitaires juste après 1949**

Initialement, les rapports sino-soviétiques furent excellents, un traité d'amitié, d'alliance d'assistance mutuelle étant conclu en février 1950, une unité concrète se réalisant à tous les niveaux comme au moment de la guerre de Corée. De l'indépendance en 1949 à 1952, 3 000 ouvrages soviétiques furent traduits et imprimés à douze millions d'exemplaires.

Lors de l'enterrement de Staline le 9 mars 1953, c'est Zhou Enlai, président du Comité Central et premier ministre, qui vint représenter la Chine populaire. Il fut le seul délégué étranger aligné sur la même ligne que les principaux dirigeants soviétiques et, lors de la marche avec le cercueil, il était en première ligne avec Béria, Malenkov et Khrouchtchev.

Le 10 mars, la Pravda publia une photo de Mao Zedong aux côtés de Staline et une autre aux côtés de Malenkov.

Deux semaines et demi après la mort de Staline, il y eut de nouveaux accords d'aides pour la construction de stations électriques en Chine populaire, suivis deux mois après de la mise en place d'une assistance pour la construction ou la reconstruction de 91 sites industriels chinois de plus par rapport à ce qui avait été décidé en février 1950, soit 141 en tout.

À la fin de l'année, l'URSS avait déjà 20 % de son commerce extérieur avec la Chine, la Chine 55,6 % du sien avec l'URSS.

Le 29 septembre 1954, une importante délégation soviétique, avec notamment Khrouchtchev et Boulganine dont c'était la première visite officielle à l'étranger, vint à Pékin à l'occasion des cinq ans de la révolution chinoise.

L'URSS annonça la remise du port de Lüshunkou (Port-Arthur) et de ses parts dans les sociétés chinoises, un grand prêt, une aide pour quinze grands projets, une coopération scientifique et technique avec notamment une importante donation de documents.

Il fut également affirmé que pour toute affaire concernant de près ou de loin la Chine populaire, l'URSS consultera celle-ci avant toute décision.

Le premier congrès établissant la constitution chinoise en septembre 1954 y inscrivit l'amitié avec l'URSS, alors qu'il y avait dans le pays 169 grands projets en construction sous supervision et aide soviétique. 51,8 % des exportations chinoises allaient alors à l'URSS.

Le 17 janvier 1955, l'URSS annonça aux démocraties populaires d'Europe de l'Est et à la Chine populaire qu'elle fournirait une assistance scientifique et technique et une large fourniture de matériel, pour l'utilisation de l'énergie atomique dans un cadre pacifique.

Lors de la réunion du Soviet Suprême le 8 février 1955, marqué par la démission de Malenkov, on a Molotov, en tant que ministre des Affaires étrangères, qui expliqua que :

« Le résultat le plus important de la seconde guerre mondiale a été la formation, à côté du camp capitaliste mondial, d'un camp mondial du socialisme et de la démocratie dirigée par l'Union Soviétique, ou bien il serait plus adéquat de dire, dirigé par l'Union

Soviétique et la République Populaire de Chine. »

Le nouveau premier ministre Boulganine dit quant à lui peu après sa nomination que :

« La Chine peut compter sur l'aide de l'URSS en toutes circonstances. »

En avril 1956, l'URSS annonça la mise en place de 55 grands projets industriels en Chine, qui seraient remboursés sous la forme de biens produits ; en juillet il fut annoncé que l'URSS fournirait des biens développés (machines-outils, compresseurs, grues, pompes, moteurs diesels, générateurs, véhicules, tracteurs...) en échange pareillement de biens.

À la fin de l'année, la Chine populaire approuva l'écrasement soviétique de l'insurrection contre-révolutionnaire de Budapest en 1956 ; les deux pays firent également des accords avec la République Démocratique du Vietnam et la République Populaire Démocratique de Corée (les deux parties « nord » de ces pays).

Zhou Enlai alla à Moscou en janvier 1957 et Vorochilov, dirigeant du Soviet Suprême, vint à Pékin en avril-mai 1957.

En juillet 1957, il fut posé que les rapports seraient directs entre les différents départements, ministères et centres de recherche dans les domaines de l'industrie et de l'agriculture ; cela se généralisa à l'éducation par la suite alors qu'en janvier 1958, il y eut un accord sino-soviétique pour une coopération scientifique dans 122 domaines.

De manière plus directement politique, une délégation du Soviet Suprême vint en Chine en septembre et en octobre 1957 à l'occasion du huitième anniversaire de la naissance de la république populaire ; à son retour fut fondée à Moscou une Association des amitiés franco-chinoises.

Le même mois l'URSS décida de faire passer les informations et modèles technologiques pour l'arme atomique et d'un code unifié sino-soviétique pour la navigation fluviale.

## **L'orientation de la Chine populaire vers les pays afro-asiatiques**

Éloignée géographiquement des pays européens, des démocraties populaires et même du centre névralgique de l'URSS, profondément arriérée, non reconnue par l'ONU, la Chine populaire fit un effort approfondi en direction des pays afro-asiatiques, en faisant de la dénonciation du colonialisme la clef de voûte de ses relations.

À partir des années 1950, elle envisage la coexistence pacifique entre États à partir de cinq aspects : respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté, non-agression mutuelle, non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, égalité et avantages réciproques, coexistence pacifique.

Un épisode extrêmement célèbre est la première conférence afro-asiatique du 18 au 24 avril 1955, à Bandung, en Indonésie. Cette conférence est souvent présentée, de manière entièrement erronée, comme celle de « non-alignés » du tiers-monde. C'est là strictement inexact, puisqu'à l'arrière-plan on retrouve bien l'orientation vers les États-Unis ou l'URSS. On a par exemple la Turquie et le Japon qui sont présents.

C'était en réalité l'émergence de nouveaux pays sur la scène internationale, après une mainmise totale des pays occidentaux sur les rapports internationaux. C'était l'expression de l'affirmation de diplomatie nationales nouvelles et l'initiative de la conférence revient d'ailleurs à l'Inde, Ceylan, le Pakistan, la Birmanie et l'Indonésie.

Ces pays nouvellement indépendants (respectivement 1947, 1948, 1947, 1948, 1945) reconnaissaient d'ailleurs la Chine populaire, qui était pour eux un moyen de faire pencher la balance.

On lit dans le communiqué final commun :

« Une Conférence des Nations Afro-Asiatiques convoquée par les gouvernements de Birmanie, de Ceylan, de l'Inde, d'Indonésie et du Pakistan s'est réunie à Bandoeng du 18 au 24 avril 1955. Outre les pays promoteurs, les États suivants ont participé à la Conférence : Afghanistan, Cambodge, République populaire de Chine, Égypte, Éthiopie, Côte-de-l'Or, Iran, Irak, Japon, Jordanie, Laos, Liban, Liberia, Libye, Népal, Philippines, Arabie saoudite, Soudan, Syrie, Siam, Turquie, République populaire du Vietnam (Vietminh), État du Vietnam et Yémen.

La Conférence afro-asiatique a étudié le rôle de l'Asie et de l'Afrique et a examiné les moyens grâce auxquels les peuples des pays représentés peuvent réaliser la coopération économique, culturelle et politique la plus étroite (...).

Libérées de la méfiance, de la crainte, faisant preuve de bonne volonté mutuelle, les Nations devraient pratiquer la tolérance, vivre en paix dans un esprit de bon voisinage et développer une coopération amicale sur la base des principes suivants :

- 1) Respect des droits humains fondamentaux en conformité avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies ;
- 2) Respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de toutes les Nations ;
- 3) Reconnaissance de l'égalité de toutes les races et de l'égalité de toutes les Nations, petites et grandes ;
- 4) Non-intervention et non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays ;
- 5) Respect du droit de chaque Nation de se défendre individuellement ou collectivement conformément à la Charte des Nations Unies ;
- 6) a) Refus de recourir à des arrangements de défense collective destinés à servir les intérêts particuliers des grandes Puissances quelles qu'elles soient;
- b) Refus par une Puissance quelle qu'elle soit d'exercer une pression sur d'autres ;
- 7) Abstention d'actes ou de menaces d'agression ou de l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un pays ;
- 8) Règlement de tous les conflits internationaux par des moyens pacifiques, tels que négociation ou conciliation, arbitrage ou règlement devant des tribunaux, ainsi que

d'autres moyens pacifiques que pourront choisir les pays intéressés, conformément à la Charte des Nations Unies ;

9) Encouragement des intérêts mutuels et coopération ;

10) Respect de la justice et des obligations internationales. »

La Chine populaire multiplia les contacts et fut alors vue très favorablement ; à l'occasion de Bandung elle fut en mesure de réaliser une interaction avec l'Égypte, l'Éthiopie, le Liberia, la Libye, le Soudan (non encore indépendant alors) et le Ghana. Cela amena des échanges ainsi que des livraisons d'armes chinoises.

Il n'y eut toutefois pas de seconde conférence afro-asiatique, celle devant se tenir en 1965 à Alger étant torpillé par l'Algérie et l'URSS.

La Chine populaire invita également, à l'occasion de la première Conférence panafricaine des peuples en décembre 1958 à Accra au Ghana, des délégations d'Angola, du Ghana, du Nigeria, du Sénégal, de Somalie et d'Ouganda. Elle-même eut une délégation observatrice et entra en rapport avec Patrice Lumumba dirigeant alors le Mouvement National Congolais, Holden Roberto de l'Union du Peuple Angolais, Félix-Roland Moumié de l'Union des Populations du Cameroun.

Ce dernier avait déjà visité la Chine populaire en 1953, la même année que Walter Sisulu, secrétaire général de l'ANC sud-africaine. Les visites étaient de fait intenses et nombreuses ; en 1959 vint une délégation de l'Union nationale des forces populaires du Maroc (où Mehdi Ben Barka était actif), en 1960 vint une délégation du MPLA angolais.

Entre 1958 et 1964, la Chine populaire envoya 144 missions dans des pays africains et reçut de ceux-ci 405 délégations.

La Chine populaire avait bien sûr aussi de bons rapports concrets avec les organisations révolutionnaires des pays ayant des régimes racistes (Rhodésie, Namibie, Afrique du Sud), ainsi que celles sous colonisation portugaise (Cap Vert, Guinée-Bissau, Sao Tomé, Angola, Mozambique) ; elles étaient soutenues matériellement, avec également, pour celles sous domination portugaise, des formations militaires réalisées en Tanzanie, au Ghana et au Congo-Brazzaville.

Des combattants du Frente de Libertação de Moçambique (FRELIMO) furent également formés en Chine populaire même, tout comme de nombreuses autres organisations sans que cela ait été rendu public : Gonzalo était venu du Pérou et avait été formé militairement également.

En 1958, elle avait reconnu le Gouvernement Provisoire de la République algérienne et par ailleurs entraîné des cadres militaires du FLN en Chine même, tout en lui livrant des armes. Un peu plus tôt, en 1957, elle avait eu une délégation à la première conférence de l'Organisation de solidarité des peuples afro-asiatiques au Caire en 1957. Elle fut également présente à la seconde conférence à Conakry en Guinée, où elle appela à un front uni international contre l'impérialisme.

Cependant, l'URSS s'invita dans cette organisation et la Chine populaire s'y opposa, ce qui provoqua d'autant plus de troubles que l'URSS avait soutenu l'Inde en 1962 pour la dispute frontalière, ce qui rendit intenable la troisième conférence à Moshi, au pied du Kilimandjaro en Tanzanie. La quatrième conférence, à Winneba au Ghana, fut la dernière alors que la polémique

sino-soviétique emportait tout avec elle.

## **Les rapports sino-soviétiques se distendent après 1956**

Le mois de novembre 1957 fut celui du 40<sup>e</sup> anniversaire de la révolution russe, célébré notamment par l'envoi du satellite Spoutnik dans l'espace et une conférence internationale des Partis Communistes et Ouvriers. Mao Zedong vint en personne à la tête de la délégation.

Cependant, il y formula deux thèses reflétant la démarche anti-révisionniste au sein du Parti Communiste de Chine depuis le 20<sup>e</sup> congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique de 1956, durant laquelle il y eut la dénonciation agressive de Staline par Khrouchtchev qui prenait la tête du Parti et du pays.

Mao Zedong expliqua en effet que l'arme nucléaire ne pourrait pas décider du sort du monde et que même si une guerre se produisait avec l'utilisation de ces armes, le monde deviendrait socialiste. Cela s'opposait à toute la perspective mise en place par Khrouchtchev d'une compétition pacifique de l'URSS avec les États-Unis.

Il affirma également que le « vent d'Est l'emporte sur le vent d'Ouest », c'est-à-dire que la tendance principale était à la révolution. C'était là poser qu'il fallait aller de l'avant, ce qui était le contraire de la démarche soviétique.

Cette démarche s'accompagnait d'une autre rupture en Chine populaire même.

Mao Zedong mit en place une stratégie de développement économique ne reposant plus sur une orientation venant de l'extérieur et consistant en une reproduction servile des formes soviétiques, dans un esprit passif. C'était la période des « trois drapeaux rouges » : le grand bond en avant, les communes populaires et la ligne générale pour la construction socialiste.

Ce moment allait devenir la clef de l'affrontement sino-soviétique, même si en apparence, rien ne sembla encore changer. En avril 1958 fut signé un accord commercial sino-soviétique d'importance, devant faciliter les échanges. C'était là un prolongement direct de l'étroit rapport entre l'URSS et la Chine populaire depuis la fondation de celle-ci.

Nikita Khrouchtchev se rendit toutefois de manière inattendue à Pékin du 31 juillet au 3 août 1958, avec le ministre de la Défense Malinovski. Il était venu en personne afin de proposer la mise en place d'une flotte militaire commune sino-soviétique.

C'était évidemment une tentative d'inféoder la Chine populaire tout en cherchant des relais pour chasser Mao Zedong de la direction du Parti chinois.

En apparence, le processus continua ainsi de manière ininterrompue. Il en ressortit une déclaration commune d'unité et le 8 août fut signé un accord pour une aide technique soviétique pour la construction de 47 entreprises industrielles et stations électriques.

Un nouvel accord commercial fut signé à la fin de l'année et Zhou Enlai se rendit en janvier 1959 au 21<sup>e</sup> congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique. Le 7 février 1959 fut signé un nouvel accord, pour 78 grands projets concernant l'acier, la chimie, le charbon, le pétrole, les matériaux de construction, etc.



Mais en août, il fut procédé à une tentative de renverser Mao Zedong, dans le cadre d'un coup d'État pro-soviétique.

En avril, au lieu de participer au Congrès populaire national, le ministre de la Défense Peng Dehuai avait été en avril à une réunion des ministres du Pacte de Varsovie, faisant dans ce cadre de multiples visites en URSS et dans les démocraties populaires est-européennes, rencontrant Nikita Khrouchtchev à Tirana en Albanie.

Pendant ce temps-là, Nikita Khrouchtchev avait envoyé au Bureau Politique du Parti chinois ce qui était une sorte d'ultimatum : une unité d'action et militaire sino-soviétique, avec des armes nucléaires en Chine sous supervision des conseillers soviétiques, ainsi que des économies liées, avec un premier plan sur quinze ans.

Le Bureau Politique refusa la proposition et l'URSS annula toute aide pour l'arme atomique. Le ministre de la Défense Peng Dehuai fit alors une vaste tournée de la Chine populaire pour faire circuler, à partir du 14 juillet, une lettre dénonçant le grand bond en avant et les communes populaires. Nikita Khrouchtchev fit exactement de même le 18 juillet, avec la même dénonciation de « l'aventurisme petit-bourgeois ».

Le 1<sup>er</sup> août, jour anniversaire de l'Armée Populaire de Libération chinoise, la presse soviétique fit l'éloge du ministre de la Défense chinoise. Le ministre de la Défense Peng Dehuai mena alors l'offensive durant le huitième plénum du huitième Comité Central, qui se déroula du 2 juillet au 16 août. Il y fut défait.

Khrouchtchev et le ministre des Affaires étrangères Gromyko vinrent ensuite à Pékin en septembre 1959 à l'occasion des dix ans de la victoire de la révolution chinoise. Le conflit d'opinions fut ouvert, Khrouchtchev prônant la coexistence pacifique et dénonçant l'aventurisme chinois, refusant de serrer la main du ministre des Affaires étrangères Chen Yi, qualifié de « militariste ».

Il n'y eut aucune déclaration commune et le Parti chinois critiqua que certains camarades aient perdu la tête et attaquent publiquement la construction socialiste chinoise et ses positions intérieures et extérieures.

## **La tension sino-soviétique de la première moitié des années 1960**

La confrontation idéologique sino-soviétique avait été poussée jusqu'à une tentative soviétique d'éjecter Mao Zedong de la direction chinoise, en 1959. À la suite de cet échec, l'URSS décida de la rupture ouverte. Lors du 3<sup>e</sup> congrès du Parti Ouvrier Roumain, à Bucarest du 20 au 25 juin 1960, Nikita Khrouchtchev dénonça ouvertement la Chine populaire, l'accusant de bellicisme, de gauchisme, de nationalisme, de méthodes trotskystes.

Dans la foulée, l'URSS annonça le 16 juillet qu'elle rapatriait unilatéralement tous ses conseillers et techniciens présents en Chine populaire. Cette dernière avait connu de grandes catastrophes alors, tels des typhons et des inondations.

1390 spécialistes soviétiques actifs dans 250 entreprises quittèrent le pays du jour au lendemain, emportant les plans ; un nombre à peu près équivalent d'étudiants chinois revint au pays. Tous les

accords scientifiques et techniques furent unilatéralement rompus par l'URSS (347 contrats et 257 projets) et il n'y eut plus aucun matériel soviétique d'envoyé, rendant impossible le remplacement ou la fin de constructions.

Ce coup de poignard dans le dos par l'URSS s'accompagnait d'un rapprochement toujours plus grand avec l'Inde. Le rapprochement avait été initié dès 1955, l'année d'un tournant, avec l'aide à l'ouverture d'une aciérie à Bhilai, la venue de Nehru à Moscou, la visite de l'Inde par Khrouchtchev et Boulganine.

L'Inde recevait en 1960 trois fois plus de prêts soviétiques que la Chine populaire ; lors de la crise de 1958 en Irak, en Jordanie et au Liban, l'URSS fit une opération diplomatique avec l'Inde, puis même Taïwan, et pas avec la Chine populaire. Lors du conflit frontalier sino-indien de 1959, l'URSS resta « neutre » ce qui revenait ouvertement à soutenir l'Inde, cherchant pourtant à semer le trouble au Tibet avec l'appui de la CIA, avec des parachutages d'armes notamment.

Khrouchtchev fut même en Inde au moment des dix ans du Traité d'amitié sino-soviétique, ce qui fut considéré du côté chinois comme une terrible insulte. Par la suite, en août 1962 un accord sera même signé pour produire des avions de chasse soviétiques de type MIG en Inde. Et en octobre 1962, c'est avec des hélicoptères et des avions de transport soviétiques que l'Inde mobilisa ses troupes à la frontière chinoise, mais la Chine populaire mènera une offensive préventive, écrasant l'armée indienne et se repliant au-delà de sa propre frontière.

Ce rapprochement avec l'Inde était une opération ainsi strictement parallèle au retrait unilatéral des conseillers, techniciens et ingénieurs soviétiques de Chine populaire en 1960. C'était l'annonce d'une rupture ouverte, alors que de part et d'autres il y avait des tentatives d'empêcher celle-ci.

Une conférence de 81 Partis communistes et ouvriers eut lieu à Moscou du 11 au 23 novembre 1960 et un document de compromis relatif fut formulé alors. Ce fut la dernière fois que les uns et les autres acceptèrent de transiger et la scission était de plus en plus ouverte, les Soviétiques approfondissant le processus révisionniste ouvert en 1953 et les Chinois le réfutant toujours plus.

Ce fut le moment du rapprochement sino-albanais, avec en février 1961 un accord sur le commerce et la navigation, un prêt chinois, puis en avril 1961 l'envoi d'équipements et de techniciens chinois, l'achat de blé par la Chine populaire pour être envoyé en Albanie, etc.

L'URSS coupa alors toutes les assistances à l'Albanie en mai et, au 22<sup>e</sup> congrès en octobre 1961, Nikita Khrouchtchev dénonça nommément l'Albanie, dont les représentants n'avaient même pas été invités.

Cela amena Zhou Enlai, dès le deuxième jour, à prendre la parole pour défendre l'Albanie, à quitter le congrès sans serrer la main à Khrouchtchev, à amener des fleurs le lendemain sur la place rouge sur les tombes de Lénine et Staline, puis à partir pour Pékin le surlendemain, Mao Zedong l'accueillant à l'aéroport.

L'URSS enleva alors immédiatement la tombe de Staline de la place rouge. De son côté, la Chine populaire lança une large polémique anti-révionniste du 15 décembre 1962 au 8 mars 1963, dans le prolongement du long document publié le 16 avril 1960 dans le Drapeau rouge, *Vive le léninisme !*, à l'occasion du 90<sup>e</sup> anniversaire de Lénine.

Il faut cependant bien prendre en compte les contre-tendances révisionnistes. Ainsi, Wang Jiaxiang, à la tête du département international du Parti Communiste de Chine et disposant du soutien de Liu Shaoqi et Deng Xiaoping, lança en février 1962 une campagne pro-révisionniste pour en environnement international « pacifique » aidant à la construction socialiste.

## **La Chine populaire et la ligne internationale de combattre avec deux poings (liangge quantou daren)**

Lorsque Khrouchtchev fut délogé de la direction en octobre 1964, la Chine populaire attendit de voir s'il y avait une remise en cause, mais ce ne fut pas du tout le cas. Son successeur Brejnev se revendiqua directement du 20<sup>e</sup> congrès, ainsi que du 22<sup>e</sup> congrès (le 21<sup>e</sup> congrès, en janvier-février 1959, ayant été un congrès extraordinaire réalisé par Khrouchtchev pour asseoir sa position notamment après la crise interne de 1957).

Cela impliquait une convergence soviéto-américaine et c'était un danger immense pour la Chine populaire. Les États-Unis et l'URSS se posaient en figures tutélaires de l'ordre mondial et l'URSS sonda même les États-Unis au sujet d'une attaque nucléaire préventive sur les installations militaires nucléaires chinoises.

À partir de 1964 fut ainsi mis en place en Chine populaire le « mouvement du troisième front », consistant en une industrialisation des zones intérieures du pays, les plus éloignées de toute attaque étrangère possible (« proches des montagnes, dispersées et cachées »); environ 39 % des investissements furent orientés en ce sens jusqu'à la fin des années 1970.

À partir de 1965, l'URSS était considérée comme convergente entièrement avec les États-Unis et comme n'étant plus fiable pour toute affirmation anti-impérialiste ; la ligne internationale fut ainsi « de combattre avec deux poings » (liangge quantou daren).

Cette affirmation se systématisa avec la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, qui accorda une place significative à l'internationalisme prolétarien, appelant à lutter contre l'impérialisme américain et à ne pas tomber dans le piège du révisionnisme soviétique convergeant avec lui.

Cela se situait qui plus est dans une période où la stratégie chinoise de soutien concret à une vague anti-coloniale qui irait dans un sens démocratique avait échoué. Cela a été la défaite comme au Cameroun, au Sénégal, au Niger, au Congo, en Ouganda, au Zanzibar, au Kenya...

Et même là où il y a eu un « tiers-mondisme » d'ailleurs incohérent et limité, des coups d'État ont eu lieu : Ahmed Ben Bella est renversé en Algérie en 1965, Modibo Keita au Mali le sera en 1968 tout comme le congolais Alphonse Massamba-Débat, alors que le président ghanéen Kwame Nkrumah est renversé exactement au moment où il se rendait en Chine populaire en 1966 en provenant du Nord-Vietnam.

De toutes manières, la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne avait désorganisé toute la diplomatie chinoise. Un avertissement au personnel des ambassades fut fait le 9 septembre 1966, à la suite de scandales internes de corruption en Autriche et en Tanzanie, et finalement au début de l'année 1967, un tiers du personnel de tous les pays et tous les ambassadeurs sauf celui en Égypte furent rapatriés pour une formation idéologique avancée.

Ils furent dans les faits placés dans un bâtiment du ministère des affaires étrangères, chaque ambassade se voyant attribuer une pièce vide où il devait y avoir des sessions d'études et d'autocritiques dans ces conditions précaires.

En janvier 1967, Brejnev présenta la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne comme une « grande tragédie pour tous les communistes de Chine », alors que les divisions de l'armée soviétique aux frontières chinoises furent renforcées. Une intense dénonciation de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne se systématisa en URSS, amenant l'expulsion des journalistes soviétiques présents en Chine populaire.

Des accrochages furent nombreux, comme avec la répression brutale d'une manifestation d'étudiants étrangers contre les États-Unis à Moscou, le tabassage des étudiants chinois revenant d'Europe et profitant d'une escale pour se rendre au mausolée de Lénine, etc.

En réponse, en janvier, mai et août 1967, l'ambassade soviétique fut massivement encerclée par les Gardes rouges.

## **La Chine populaire et la ligne internationale du front uni (yitiaoxian)**

Le positionnement de la Chine populaire d'un rejet simultané de l'impérialisme américain et du révisionnisme soviétique ne dura pas ; le principe d'un aspect principal dans la contradiction exigeait une mise en perspective.

L'invasion de la Tchécoslovaquie en août 1968 fut alors le point culminant de la crise, alors que le même mois l'URSS viola 29 fois l'espace aérien chinois, soit 119 fois en l'espace d'une année. L'URSS était désormais définie comme un social-impérialisme, un capitalisme monopoliste ayant le contrôle de l'État et visant à étendre ses zones d'influence.

Mao Zedong résuma cela de la manière suivante :

« En URSS aujourd'hui, c'est la dictature de la bourgeoisie, la dictature de la grande bourgeoisie, c'est une dictature de type fasciste allemand, une dictature hitlérienne. »

Zhou Enlai employa le terme de « social-impérialisme » à l'ambassade de Roumanie, le 23 août 1968. Deux jours auparavant, le dirigeant roumain Nicolae Ceaușescu avait prononcé un discours spontané à Bucarest, devant une immense foule, pour condamner vigoureusement l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie.

Zhou Enlai appela à mots voilés à une guerre de guérilla contre l'occupant soviétique, parlant toutefois ouvertement de « la politique fasciste, du chauvinisme de grande puissance, de l'égoïsme national et du social-impérialisme » de l'URSS.

« L'Union soviétique a dégénéré en le social-impérialisme, et le social-fascisme qu'une grande nation doit avoir pour volontairement piétiner une petite nation sert de profondes leçons pour ceux ayant encore des illusions sur l'impérialisme US et le révisionnisme soviétique. »

Le 2 mars 1969, un violent accrochage chinois eut ensuite lieu avec un groupe de garde-frontières soviétiques sur l'île Zhenbao du fleuve Oussouri, occupée par l'URSS et dénommée Dammaski. Cela dégénéra en conflit armé local de plusieurs centaines d'hommes.

Nicolae Ceaușescu mit alors en échec, lors d'une réunion du pacte de Varsovie organisée en catastrophe par l'URSS, le 17 mars 1969 à Budapest, une dénonciation commune de la Chine populaire pour les affrontements sur l'île.

En mai 1969, l'URSS se rapprocha alors encore davantage de l'Inde pour mettre en place une alliance anti-chinoise, mais échoua dans sa tentative de faire en sorte que la Corée du Nord rompe avec la Chine populaire.

Un nouvel affrontement soviéto-chinois du même type eut alors lieu en août 1969 à la frontière dans le Xinjiang, une région où l'URSS, dans les années 1960, cherchait à provoquer des troubles dans la minorité chinoise des Ouïghours.

La tension devint extrême entre les deux pays, l'URSS envisageant toujours davantage l'usage de la force nucléaire. Andreï Gretchko était un fervent partisan de l'utilisation immédiate et massive de l'arme nucléaire ; responsable du pacte de Varsovie à partir de 1960, il devint ministre de la Défense de l'URSS en 1967 et organisa l'invasion de la Tchécoslovaquie.

Cette ligne offensive ne s'imposa toutefois pas, la direction soviétique craignant que cela ne suffise pas face à un pays immense et peuplé comme la Chine et que cela aboutisse à une guerre généralisée prolongée.

Le décès de Ho Chi Minh le 3 septembre 1969 amena le Vietnam à pousser pour un cessez-le-feu soviéto-chinois, qui fut finalement déclaré le 11 septembre 1969, à la suite d'un accord entre Zhou Enlai et le premier ministre soviétique Alexei Kosyguine à l'aéroport de Pékin.

Cependant, à partir de 1968 l'URSS était considérée comme social-impérialiste et la dénonciation des « nouveaux tsars » devint systématique. De par sa position de challenger par rapport à la superpuissance américaine, la superpuissance soviétique devenait même la menace numéro un pesant sur la paix mondiale.

L'exemple vietnamien devait le montrer de la manière la plus claire.

## **La Chine populaire et la ligne internationale par rapport au Vietnam**

Le soutien de la Chine populaire au Vietnam dans sa lutte de libération fut immense ; il se conclut cependant par une guerre sino-vietnamienne, alors que le Vietnam était devenu un satellite soviétique et avait pris le contrôle du Cambodge.

Avant même 1949, l'Armée Populaire de Libération et le Vietminh avaient mené des opérations militaires coordonnées contre les forces coloniales françaises. Lorsque le Vietminh passa à la guerre ouverte avec la France en 1946, il y eut une unité de guérilla sino-vietnamienne opérant à la frontière commune des deux pays, avant que l'Armée Populaire de Libération allant à la victoire parvienne dans la zone et épaula le Vietminh directement.

Le Sud de la Chine devint de facto une base arrière pour le Vietminh, 20 000 soldats du Vietminh y étaient formés et équipés, alors que plus de trente ouvrages de stratégie communiste chinoise furent

traduits en vietnamien. La Chine populaire devint le premier pays à reconnaître la République Démocratique du Vietnam, ce dernier reconnaissant la Chine populaire dans la foulée, avec échange immédiat d'ambassadeurs. Ho Chi Minh vint à Pékin au début de l'année 1950.

La Chine populaire fournit au Vietminh environ 30 tonnes de matériel militaire en 1951, 250 tonnes en 1952, 750 en 1953, alors que pour la bataille de Diên Biên Phu en 1954 il y eut une grande vague de matériel soviétique et chinois fourni, avec également des ingénieurs chinois aidant à la réalisation des tranchées et des tunnels et des centaines de défenses anti-aériennes chinoises essentielles dans la bataille, accompagnées de conseillers chinois.

La Chine populaire fit ainsi partie des pays présents à la conférence de Genève de 1954 sur la Corée et le Vietnam, où le secrétaire d'État américain Dulles refusa de serrer la main au ministre des affaires étrangères chinois Zhou Enlai.

Comme après 1956, l'URSS se désengageait de son soutien au Nord-Vietnam en prônant le statu quo, la Chine populaire intensifia son engagement dans le domaine militaire, notamment à partir de l'intervention américaine toujours plus massive. La Chine populaire fournit des ingénieurs du rail pour la mise en place de voies ferrées pour le transport des troupes vietnamiennes vers le sud et l'arrivée de matériel depuis la Chine, ainsi que des unités anti-aériennes en masse avec du personnel conseiller.

Il y eut également la mise en place par la Chine populaire de lignes téléphoniques en masse au Nord-Vietnam, des millions des pièces d'armement de fournies, plusieurs centaines de milliers de soldats chinois étant actifs en rotation au Nord-Vietnam.

Cependant, l'URSS cherchait à tout prix à obtenir la main-mise sur la direction vietnamienne, parvenant à imposer la fourniture de matériel lourd (missiles SAM-7, avions MIG-17, etc.), ce qui aboutit à une sorte de lutte de deux lignes aux contours largement indéfinis. C'est en raison de cette situation qu'Ernesto Che Guevara, qui était centriste comme Ho Chi Minh et se mettait de côté dans la polémique sino-soviétique, affirma que le Vietnam serait tragiquement seul.

Guevara recevait la critique chinoise de l'URSS, mais tout autant la désinformation soviétique sur la Chine populaire, et il ne voyait pas que les aides étaient en réalité massives mais foncièrement différentes dans leur nature, la Chine populaire poussant à la victoire totale par la mobilisation de masses et l'URSS par une sortie négociée avec une partition et l'établissement d'un régime par en haut.

Des militaires chinois de haut rang vinrent d'ailleurs au Nord-Vietnam entre octobre 1974 et mars 1975, alors que la victoire allait être complète, Saïgon tombant en avril. Cependant, l'URSS avait réussi son opération et il y eut immédiatement la mise en place d'une approche bureaucratique au Vietnam, se concrétisant par des visées expansionnistes sur le Laos, qui passa sous sa coupe en 1977, et le Cambodge.

Ce dernier pays bascula alors dans une fuite en avant raciale anti-vietnamienne sous la conduite des khmers rouges, avec une situation de quasi guerre avec le Vietnam.

Le 3 novembre 1978, le Vietnam signa avec l'URSS un traité d'amitié et de coopération de 25 ans ; un mois après il envahit le Cambodge, où il établit un régime qui lui soit soumis. Dans la foulée se produit une courte guerre sino-vietnamienne au début de l'année 1979, dans un cadre de tensions

extrêmes.

Lorsque l'URSS envahit l'Afghanistan en 1979, la Chine se voit ainsi littéralement encerclée, alors que l'URSS transforma la base maritime de la Baie de Cam Ranh en l'agrandissant jusqu'à atteindre 100 kilomètres carrés.

## **La Chine populaire et la ligne internationale du Front Uni**

Face aux avancées du social-impérialisme soviétique, la Chine populaire chercha à profiter des interstices pour intervenir. Deux ouvrages de Mao Zedong avaient été dans ce cadre réédités et mis en valeur : *Sur la politique* et *Sur les négociations de Chungking*. Datant de la période de la seconde guerre mondiale, ils présentent notamment les questions tactiques lors des négociations.

De 1970 à 1976, la Chine populaire a prêté bien plus, et sans intérêts, aux pays africains que l'URSS (1,8 milliard à 28 pays contre 1 milliard à 20 pays). Les ambassadeurs revenaient dans ces pays après la rééducation lors de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne (Guinée, Congo, Tanzanie et Mauritanie en 1969, Mali et Somalie en 1970, Maroc et Algérie en 1971, Ghana, Ouganda, Burundi, Tunisie et Zambie en 1972, Zaïre et Bénin en 1973, Kenya en 1974, la République centrafricaine en 1976).

Il faut noter également le prêt sans intérêt de 400 millions de dollars et l'envoi de 50 000 ouvriers pour la construction du chemin de fer Tanzanie-Zambie, entre 1970 et 1973.

Il y avait également de nouvelles reconnaissances diplomatiques (Guinée Équatoriale et Éthiopie en 1970, Nigeria, Cameroun, Sierra Leone, Rwanda et Sénégal en 1971, Île Maurice, Togo, Madagascar et Tchad en 1972, Burkina Faso en 1973, Guinée-Bissau, Gabon, Niger et Gambie en 1974, Botswana, Mozambique, Sao Tomé et Príncipe et les Comores en 1975, le Cap vert et les Seychelles en 1976).

Pareillement, entre 1970 et 1972, elle ouvre des relations diplomatiques avec 38 pays capitalistes. Cette tendance impliquait toutefois des rapports avec des pays ouvertement réactionnaires, tel l'Iran ; il fallait également avoir des rapports diplomatiques avec des anticommunistes, comme l'empereur éthiopien Haile Selassie qui vint à Pékin en octobre 1971, ou bien le dictateur du Zaïre, Mobutu Sese Seko.

Cette dimension purement diplomatique fut très incomprise de la part des forces pro-chinoises dans le monde. Ce qui ajoutait également à la confusion était que la Chine populaire dut constater que ce qui était arrivé avec le Vietnam se répétait. Sur aucun tableau il n'y avait de bons résultats, à part de la part des avant-gardes communistes anti-révisionnistes.

La Chine populaire se retrouvait alors dans des situations inconfortables, dont l'exemple le plus connu est l'Angola. Dans ce pays sous domination portugaise, la Chine populaire avait de très bons rapports avec les mouvements de libération.

Cependant, le MPLA devenait toujours plus pro-soviétique. La Chine populaire soutint alors tant le MPLA que le FNLA et l'UNITA, puis brièvement uniquement ces deux mouvements, surtout l'UNITA, alors que le MPLA était passé dans l'orbite soviétique et épaulé militairement par Cuba, pour finalement abandonner la partie alors que les États-Unis et l'Afrique du sud avaient pris le

contrôle respectivement du FNLA et de l'UNITA. Ce fut un fiasco complet donnant une image incompréhensible de la politique chinoise.

Au Mozambique, la Chine populaire avait massivement soutenu le FRELIMO, qui devint pareillement pro-soviétique à sa victoire ; la Chine populaire soutint alors brièvement le RENAMO mais celui-ci passa entièrement sous la coupe de l'Afrique du Sud. La même catastrophe se produisit avec la SWAPO de Namibie, passée sous la coupe du MPLA angolais et de l'URSS, avec l'ANC en Afrique du Sud, amenant un retournement en faveur du Congrès panafricain d'Azanie qui ne s'impose pas, ou encore la ZANU du Zimbabwe avec Robert Mugabe, passé sous la coupe des États-Unis et de la Grande-Bretagne.

À partir de mai 1965, la Chine populaire avait également célébré la journée de la solidarité avec la Palestine, alors qu'elle avait été le premier pays non-arabe à reconnaître l'OLP né en 1964, dont le premier président Ahmed Choukairy vint dès mars 1965 à Pékin. La Chine populaire fournit d'ailleurs beaucoup de matériel à l'OLP. Cette dernière passa cependant sous la coupe soviétique et au début des années 1970 la question palestinienne n'est plus considérée comme une dynamique révolutionnaire porteuse. Il en alla de même pour l'évaluation du Front populaire de libération d'Oman et du Golfe arabe.

Il se posait également la question du rapport aux États-Unis, qui faisaient face au challenger qu'était le social-impérialisme soviétique. Il fallait la tactique adéquate pour empêcher l'encerclement de la Chine populaire par les deux superpuissances, ainsi qu'empêcher le social-impérialisme soviétique de s'imaginer tout permis face à la Chine populaire.

C'est dans ce contexte que le 2 septembre 1965, jour de la capitulation du Japon, Lin Piao avait publié « Vive la victoire de la guerre populaire », où les pays impérialistes étaient présentés comme des villes encerclées par les campagnes représentant l'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie en révolte armée. C'était cependant schématique et Lin Piao fut mis de côté pour son ultra-gauchisme. C'est Mao Zedong qui allait élaborer la conception nécessaire.

## **La Chine populaire et la ligne internationale par rapport aux États-Unis pour contrer le social-impérialisme soviétique**

Ce qui arrive à la toute fin des années 1970 avait été parfaitement pressenti par la Chine populaire. La frontière sino-soviétique, longue de 7300 kilomètres, voyait la Chine toucher le Tadjikistan, le Kirghizstan, le Kazakhstan et la Sibérie. Si le Vietnam passait dans le giron du social-impérialisme soviétique, et c'est ce qui se passa, la situation allait être catastrophique et ce d'autant plus si les deux superpuissances dominantes se mettaient d'accord pour profiter d'un avantage aux dépens de la Chine populaire.

Il fallait donc profiter de la contradiction entre les deux superpuissances et c'est ce qui fut mis en place dès la considération faite en 1968 que l'URSS était un social-impérialisme et qu'elle était la principale menace pour la paix dans le monde.

Les États-Unis, placés sur la défensive, avaient d'ailleurs besoin de la Chine populaire alors que l'URSS ne cessait d'avancer ses pions partout dans le monde. Il n'y avait cependant aucun contact entre les deux pays.



Les États-Unis avaient compris avec l'intervention chinoise en Corée au tout début des années 1950 que, désormais, il fallait tabler sur une situation totalement différente en Asie et sur une capacité d'action conjointe soviéto-chinoise d'un haut niveau.

Ils firent alors de l'île de Kinmen un point d'abcès. Cette toute petite île à simplement deux kilomètres des côtes continentales dépendait de Taiwan, la « république de Chine » fondée en catastrophe en 1949 par les partisans de Tchiang Kaï-Chek avec l'appui américain.

Elle fut au cœur de la crise du détroit de Taïwan de 1954-1955 et de celle de 1958. C'est notamment sur elle que se replièrent les troupes américano-taiwanaises après la prise par la Chine populaire du groupe des îles Tachen en 1955. Et lors de la seconde crise, la Septième flotte américaine intervint dans le détroit avec parallèlement une menace de frappe nucléaire américaine en cas d'occupation de l'île.

L'absence totale de rapports ne serait-ce qu'indirects n'était toutefois pas possible et à partir de 1955 un processus de mise en rapport au haut niveau s'engagea. Des rencontres officieuses eurent lieu à Varsovie et elles se prolongèrent durant les années 1960. L'affirmation du social-impérialisme soviétique imposa un changement qualitatif.

En 1970, les États-Unis autorisèrent les visites non touristiques de ses citoyens en Chine, autorisa les compagnies pétrolières américaines d'approvisionner des ports chinois et annula certaines restrictions commerciales. C'était la politique dite « containment not isolation » : il s'agit de contenir la poussée communiste, tout en ne pratiquant plus un blocus visant à l'isolement.

Richard Nixon était alors président, depuis janvier 1969 ; il représentait particulièrement cette ligne. Dans l'importante revue *Foreign Affairs*, il exigeait en 1968 une ouverture à la Chine. C'était d'autant plus significatif qu'il représentait la fraction la plus anticommuniste de la bourgeoisie américaine.

Il s'engagea ainsi un processus où les États-Unis demandèrent au Pakistan et à la Roumanie de faire passer le message à la Chine populaire comme quoi il serait temps d'avoir des rapports diplomatiques ouverts.

En avril 1971, une équipe américaine de tennis de table se rendit à Pékin, invitée par ses homologues ; en juillet, le conseiller du président Nixon, Henry Kissinger, se rendit également à Pékin. Ce fut qualifié alors par la presse internationale de diplomatie du ping-pong, dont le point culminant fut la venue de Nixon, le 21 février 1972.

Les délégations signèrent alors à Shanghai un traité de coopération et de compréhension mutuelle, et en mai 1973 eut lieu l'établissement d'offices de liaison entre les capitales.

Le président américain Gerald Ford visita la Chine populaire en décembre 1975 et les relations diplomatiques furent instaurées entre les deux pays, finalement, en janvier 1979.

Ce fut un moment capital. Si l'on regarde la situation à la fin des années 1970, on a le quart de l'armée soviétique en extrême-Orient (un million de soldats, 14 000 chars), le quart de son aviation (2200 avions), alors que la marine présente dans le Pacifique est la plus puissante de ses quatre flottes (90 navires, 135 sous-marins, etc.).

La production de pétrole dans la partie orientale de l'URSS était très faible en 1970 : en 1980 elle

représente la moitié de la production totale, étant à même d'alimenter l'armée dans cette partie du monde. Le tiers de la production militaire fut d'ailleurs désormais produit également dans l'Est de l'URSS.

Durant des années, des opérations de grignotage de territoire ont été massivement menées. Les accrochages frontaliers furent très nombreux, trois étant la source de violentes polémiques : en mars 1974, un hélicoptère soviétique pénètre de 70 km en territoire chinois, essayant même d'atterrir avant d'être capturé. L'hélicoptère soviétique, censé être membre d'une opération de secours et s'être perdu, ne disposait en fait que d'armements et d'outils de reconnaissance.

En mai 1978, un hélicoptère soviétique, accompagné de 18 bateaux à moteurs et de trente soldats, pénétra sur 4 km en Chine, tirant sur la population locale. En juillet 1979, un guet-apens soviétique amena la mort de plusieurs Chinois, dont les corps furent ramenés en URSS pour accuser la Chine de violer les frontières.

En 1980, le *Quotidien du peuple* contient ainsi 3400 critiques de l'URSS, relevant de ses politiques intérieure et extérieure, de ses dirigeants, etc.

Le discours de Brejnev à Tachkent le 24 mars 1982 fut particulièrement agressif. Il accusa la Chine d'avoir des pratiques et des doctrines « contraires aux principes du socialisme », de menacer le mouvement communiste international dans son ensemble, de pratiquer un social-chauvinisme allant dans le sens de l'impérialisme américain avec Reagan, de pratiquer le chantage anti-soviétique avec les pays occidentaux, de couvrir le PCUS de boue, etc.

En juin 1980, la Chine populaire n'a pratiquement pas de missiles intercontinentaux ICBM (l'URSS en a 1398), aucun sous-marin lanceur de missiles balistiques (l'URSS en a 950), aucun bombardier stratégique intercontinental (l'URSS en a 156), seulement quelques missiles avec chacun une tête nucléaire (l'URSS en a 6000 avec des missiles à plusieurs têtes), 100 vieux bombardiers moyenne distance TU16 et TU14 (l'URSS en a 100 plus 40 de type supersonique), aucun système anti-missile balistique (au contraire de l'URSS sur son site asiatique de test).

La Chine populaire avait échappé de peu à l'attaque de la part du social-impérialisme soviétique.

## **La Chine populaire et la ligne internationale des trois mondes**

La politique dite du « ping pong » eut un écho international et le social-impérialisme soviétique était coincé en ce qui concerne la Chine populaire. Il savait qu'attaquer celle-ci impliquait une intervention américaine, puisqu'il était hors de question pour les États-Unis de laisser l'URSS prendre le dessus. L'établissement de rapports sino-américains permettait de bloquer l'initiative soviétique, la Chine populaire n'étant plus totalement isolée.

De fait, la Chine populaire avait également réussi son pari et le 25 octobre 1971, la 26e session de l'Assemblée générale des Nations unies intégra la Chine populaire aux Nations unies au moyen de la Décision 2758.

La résolution est très claire ; 76 pays ont voté pour, dont 26 pays africains.

« L'Assemblée générale,

Rappelant les principes de la Charte des Nations unies,

Considérant que le rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine est indispensable à la sauvegarde de la Charte des Nations unies et à la cause que l'Organisation doit servir conformément à la Charte,

Reconnaissant que les représentants du Gouvernement de la République populaire de Chine sont les seuls représentants légitimes de la Chine à l'Organisation des Nations unies et que la République populaire de Chine est un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité.

Décide le rétablissement de la République populaire de Chine dans tous ses droits et la reconnaissance des représentants de son gouvernement comme les seuls représentants légitimes de la Chine à l'Organisation des Nations unies, ainsi que l'expulsion immédiate des représentants de Tchang Kai-shek du siège qu'ils occupent illégalement à l'Organisation des Nations unies et dans tous les organismes qui s'y rattachent. »

Dans ce cadre, Mao Zedong formula le principe que « trois mondes se dessinent ». Lors d'une discussion le 22 février 1974 avec Kenneth David Kaunda, le premier président zambien, Mao Zedong expliqua que :

« Je pose que les États-Unis et l'Union Soviétique appartiennent au premier monde. Les éléments du milieu, comme le Japon, l'Europe, l'Australie et le Canada, appartiennent au second monde. Nous sommes le troisième monde (...).

Tous les pays asiatiques, excepté le Japon appartiennent au troisième monde. Toute l'Afrique et également l'Amérique latine appartiennent au troisième monde. »

Deng Xiaoping rendit public cette analyse faite par la Chine populaire lors d'une session spéciale de l'assemblée générale de l'ONU au sujet des matières premières et du développement, le 10 avril 1974. Il y dit notamment :

« Actuellement, la situation internationale s'avère très favorable aux pays en voie de développement et aux peuples du monde. L'ordre ancien, basé sur le colonialisme, l'impérialisme et l'hégémonisme, se voit ébranlé et miné chaque jour davantage. Les rapports internationaux sont en mutation violente. Le monde entier connaît des bouleversements, il n'est pas tranquille. Cette situation est marquée, pour reprendre une expression chinoise, par « de grands bouleversements sous le ciel » (...).

Le camp socialiste, qui avait existé pendant un temps après la Seconde Guerre mondiale, a déjà cessé d'être, avec l'apparition du social-impérialisme. Sous l'effet de la loi de l'inégalité du développement du capitalisme, le bloc impérialiste occidental s'est également désagrégé.

À en juger par les changements survenus dans les relations internationales, notre globe comporte maintenant, en fait, trois parties, trois mondes qui sont à la fois liés mutuellement et contradictoires entre eux. Les États-Unis et l'Union soviétique forment le premier monde ; les pays en voie de développement d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des autres régions, le tiers monde ; et les pays développés se trouvant entre les deux, le second monde.

Les deux superpuissances, les États-Unis et l'Union soviétique, tentent, mais en vain, de s'assurer l'hégémonie mondiale. Elles cherchent, par divers moyens, à placer sous leur contrôle respectif les pays en voie de développement d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ; et en même temps, elles malmènent les pays développés dont le potentiel est inférieur au leur.

Les deux superpuissances, les plus grands exploiters et oppresseurs internationaux de notre époque, constituent le foyer d'une nouvelle guerre mondiale. Toutes deux disposent d'importantes quantités d'armes nucléaires. Elles se lancent dans une course effrénée aux armements, font stationner des troupes aux effectifs considérables hors de leurs frontières et établissent partout des bases militaires, menaçant ainsi l'indépendance et la sécurité de tous les autres pays.

Elles ne cessent de soumettre les autres États à la mainmise, à la subversion, à l'intervention et à l'agression. Toutes deux se livrent, sur le plan économique, à l'exploitation des autres nations, au pillage de leurs richesses et à la spoliation de leurs ressources (...).

Des contradictions inconciliables opposent les deux superpuissances puisqu'elles se disputent l'hégémonie mondiale ; ou tu l'emportes sur moi, ou c'est moi qui l'emporte sur toi. Le compromis et la collusion entre elles ne peuvent qu'être partiels, temporaires et relatifs, tandis que leur rivalité est générale, de longue durée et absolue.

La soi-disant « réduction équilibrée des forces armées » et la soi-disant « limitation des armements nucléaires stratégiques » ne sont, en fin de compte, qu'un pur verbiage. En réalité, il ne peut y avoir ni « équilibre » ni « limitation ».

Il se peut que les deux superpuissances parviennent à certains accords, mais de tels accords ne sont que des choses superficielles et trompeuses, sous le couvert desquelles elles se lancent, au fond, dans une rivalité plus grande encore.

La rivalité entre les superpuissances s'étend partout dans le monde. Sur le plan stratégique, le point clé de leur rivalité, c'est l'Europe, où elles se trouvent en affrontement intense depuis de longues années. Par ailleurs, leur dispute s'accroît au Moyen-Orient, en Méditerranée, dans le golfe Persique, dans l'océan Indien comme dans la région du Pacifique.

Elles prêchent journallement le désarmement ; mais en fait, il se ne passe un seul jour sans qu'elles ne procèdent à l'expansion des armements. Tous les jours, elles parlent de « détente » mais créent en fait la tension. Là où elles portent leur rivalité, il y a des bouleversements.

Tant qu'existeront l'impérialisme et social-impérialisme, notre planète ne saurait absolument pas connaître la tranquillité ni la paix dite durable ; ou bien ce sont eux qui entreront la guerre l'un contre l'autre, ou bien ce sont les peuples qui se dresseront pour la révolution.

Comme l'a fait ressortir le président Mao Zedong, « le danger d'une nouvelle guerre mondiale demeure et les peuples du monde doivent y être préparés. Mais aujourd'hui, dans le monde, la tendance principale, c'est la révolution » (...).

Un grand pays socialiste, s'il connaît la restauration du capitalisme, deviendra inévitablement une superpuissance.

La Grande Révolution culturelle prolétarienne menée en Chine au cours de ces dernières années, et le mouvement de critique de Lin Biao et de Confucius qui se développe à l'échelle nationale, ont l'un comme l'autre pour but de prévenir le retour au capitalisme et de garantir que la Chine socialiste ne changera jamais de couleur, qu'elle se tiendra pour toujours aux côtés des nations et peuples opprimés.

Si la Chine venait un jour à changer de nature et devenait une superpuissance se conduisant elle aussi en despote dans le monde et se livrant partout aux vexations, à l'agression et à l'exploitation, alors les peuples du monde seraient en droit de lui coller l'étiquette de social-impérialisme, de dénoncer ce social-impérialisme, de le stigmatiser et, de concert avec le peuple chinois, de l'abattre.

Monsieur le président,

L'histoire se développe dans la lutte, et le monde avance à travers les bouleversements.

L'impérialisme et surtout les superpuissances, assaillis de multiples difficultés, connaissent un déclin accéléré.

Les pays veulent l'indépendance, les nations veulent la libération et les peuples veulent la révolution ; c'est un courant irrésistible de l'histoire. Nous sommes convaincus que les pays et les peuples du tiers monde, en renforçant leur solidarité, en unissant à eux toutes les forces susceptibles d'être unies et en persévérant dans une lutte prolongée, seront à même d'arracher sans cesse de nouvelles victoires. »

C'est une position absolument matérialiste dialectique et il est subtil que ce soit Deng Xiaoping qui ait fait ce discours qui affirme que si la Chine devient social-impérialiste, alors il faudrait l'abattre également, étant donné que Deng Xiaoping était un tenant de la ligne droitiste, de restauration du capitalisme, qui triomphera même par la suite.

C'était là quelque chose relevant de l'approche de Mao Zedong de laisser s'exprimer les contradictions afin d'éviter qu'elles ne se masquent et qu'on ne puisse les résoudre.

## **La Chine révisionniste et la ligne internationale**

Initialement, la Chine devenue révisionniste maintint en apparence certains fondamentaux. En 1977 elle produisit un document sur la théorie des trois mondes, cherchant ainsi une certaine légitimité dans sa démarche, alors qu'en réalité sa ligne était totalement opportuniste.

Deng Xiaoping cherchait en fait à préserver la Chine révisionniste de toute action d'éclat, de tout éclat, comme pour passer sous les radars, afin d'aller à long terme dans le sens d'une superpuissance. Il fallait ainsi continuer d'avoir de bons rapports avec la superpuissance américaine, mais également contrebalancer par de nouveaux rapports avec la superpuissance soviétique.

Au début de l'année 1979, Deng Xiaoping se rendit aux États-Unis alors que les relations diplomatiques sino-américaines venaient d'être établies, aux dépens du régime de Taïwan (les États-

Unis retirant leurs forces armées de l'île). Un Communiqué conjoint sino-américain du 17 août 1982 prolongea ce rapprochement, alors que le président américain Ronald Reagan vint à Pékin en 1984.

C'était là un gage de stabilité à l'écart du conflit des deux superpuissances (et non contre elles comme à l'époque de Mao Zedong). De 1982 à l'effondrement du social-impérialisme soviétique en 1989, la ligne suivit ainsi le mot d'ordre « Indépendant et pacifique » (Duli zhizhu de heping waijiao).

La ligne fut avalisée au 12<sup>e</sup> congrès du Parti Communiste de Chine devenu révisionniste, en septembre 1982, avec la « construction du socialisme aux caractéristiques chinoises », accompagnée d'une dénonciation complète de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne.

Dès lors, comme il était clair que la superpuissance américaine ne laisserait pas le social-impérialisme soviétique s'approprier la Chine, cette dernière modifia sa ligne. L'important diplomate chinois Huan Xiang, dans son article d'octobre 1982 publié dans le *Quotidien du peuple*, abandonna la thèse de l'URSS comme principale source de la menace de guerre.

Au mois de novembre, le ministre chinois des affaires étrangères, Huang Hua, alla à Moscou pour l'enterrement de Brejnev. Il exprima le fait d'être « optimiste » quant aux rapports sino-soviétiques, ce qui lui valut toutefois de devoir démissionner peu après son retour à Pékin.

En 1984, c'est le vice-premier ministre chinois Wan Li qui alla à Moscou pour l'enterrement d'Andropov, de même qu'en 1985 pour celui de Tchernenko. Rencontrant le nouveau secrétaire, Gorbatchev, il affirma son souhait que l'URSS avance dans la construction du socialisme. C'était là la fin officielle de la thèse du social-impérialisme soviétique et la reconnaissance de l'URSS comme « socialiste ».

Entre 1983 et 1984, le commerce sino-soviétique double pratiquement, de même pour entre 1984 et 1985. Cependant, on restait dans un chiffre bien inférieur au commerce soviéto-japonais ou même soviéto-américain.

Gorbatchev en personne vint alors à Pékin en mai 1989. Il y avait là tout un nouvel alignement, où la Chine était passée en quelque chose sous le chapeau américain tout en préservant une certaine indépendance, et c'est là où va s'enclencher le processus de la Chine comme atelier, puis usine du monde.

Cette période suit la ligne internationale définie par le mot d'ordre « adopter un profil bas » (Taoguang yanghui) et va se prolonger jusqu'au milieu des années 1990.

En septembre 1989, Deng Xiaoping résuma de la manière suivante les points fondamentaux de cette ligne internationale chinoise. Il fallait avoir du recul, agir sans précipitation, renforcer la Chine intérieurement.

Il fallait observer et analyser calmement (lengjing guancha), assurer ses propres positions (wenzhu zhenjiao), faire face aux changements patiemment et avec confiance (chenzhuo yingfu), masquer ses capacités et éviter d'apparaître sous les feux de la rampe (taoguang yanghui), savoir maintenir un profil bas (shangyu shouzhuo), ne jamais diriger (juebu dangtou), s'efforcer d'aboutir à des réalisations (yousuo zuowei).

Le président russe Boris Yeltsine vint à Pékin en avril 1996 et un traité de partenariat stratégique, en mode coopératif, fut signé. C'était là la reconnaissance par la Russie que, de toute façon, elle n'était plus en mesure de rien contre la Chine, alors qu'un rapprochement était utile pour contrebalancer la superpuissance américaine. En 1997 ce fut le président chinois Jiang Zemin qui vint à Moscou, pour la signature d'une déclaration commune pour un monde multi-polaire.

La Chine commençait sa marche forcée pour devenir une superpuissance.